

Questions nationales, Irlande, Ukraine

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 23 novembre 2022

Questions nationales, de l'Irlande à l'Ukraine...

Le 5 novembre 2022 le Sinn Fein, le principal parti progressiste irlandais [1] tenait son Ard Fheis (son congrès) pour la première fois depuis la fin du confinement COVID.

L'Ard Fheis condamne sans équivoque toute forme d'impérialisme ou d'agression coloniale

À cette occasion une résolution a été votée, concernant l'Ukraine :

« L'Ard Fheis condamne sans équivoque toute forme d'impérialisme ou d'agression coloniale.

Nous nous opposons au déni d'autodétermination nationale et à toutes les violations de souveraineté nationale à travers le monde, sans aucune exception.

Nous affirmons que la primauté du droit international doit être soulignée et renforcée, respectueuse de l'exercice de l'autodétermination nationale, de la souveraineté et de la démocratie dans toutes les nations.

Sur ces bases nous exigeons :

- La cessation totale de la guerre en Ukraine ;
- La restauration complète de la souveraineté nationale de l'Ukraine ;
- Le retrait immédiat de toutes les forces armées russes ;
- Le maintien de toutes les sanctions politiques ou économiques jusqu'à ce que ces objectifs soient réalisés. »

Quelques semaines plus tôt le député *Sinn Fein* John Brady avait condamné « sans équivoque », la « grossière violation du

droit international » que constituait l'annexion par Vladimir Poutine des régions ukrainiennes (partiellement) occupées, et le chantage nucléaire des autorités russes.

Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre

Un siècle et demi plus tôt, Karl Marx s'exprimait avec force : « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre ». Il parlait de peuple anglais oppresseur du peuple irlandais. La lutte de libération nationale de l'Irlande contre l'Angleterre est une condition à l'émancipation de la classe ouvrière anglaise précisait-il.

Le mouvement ouvrier naissant proclamait « les prolétaires n'ont pas de patrie », et prônait la lutte internationale – et donc internationaliste – des prolétaires. Ce qui ne signifiait pas la méconnaissance de peuples et nations opprimés et de leur nécessaire libération. Du temps de la Première internationale (1864-1876), on pensait surtout à l'Irlande sous domination britannique et à la Pologne sous domination prussienne, autrichienne et surtout subissant le joug tsariste. D'autres questions nationales particulières allaient venir à l'ordre du jour, notamment du côté des territoires des empires austro-hongrois, ottoman et russe.

Cette période est aussi celle de l'éveil généralisé en Europe des « nationalismes romantiques », surtout après le « printemps des peuples » de 1848. Un peu partout des intellectuels, le plus souvent malgré – ou contre – les autorités politiques des empires, construisent des « récits nationaux », décrivent des cultures populaires (folklore), fixent ou tentent de fixer des « langues nationales standard » du Gaélique irlandais au Grec moderne du Catalan à l'Ukrainien, du Breton au Serbe... Et revendiquent la reconnaissance des nations, ce que l'on appellera plus tard « autodétermination ».

Des problématiques d'oppression variées

Pour l'ensemble du mouvement ouvrier qui se construit en ce XIXe siècle, le problème principal est la question sociale, et plus précisément la lutte des classes, pour mettre fin à l'exploitation capitaliste. Peu à peu cependant, d'autres problématiques d'oppression sont plus ou moins lentement mises à l'ordre du jour. La question nationale va occuper très largement les débats de la IIe internationale (1889-1923), surtout après son congrès de Londres de 1896, mais il faudra beaucoup de temps pour y inclure la question coloniale [2]. L'oppression et l'exploitation des femmes, les discriminations raciales mettront plus de temps encore à être sérieusement prises en compte, malgré les avertissements et actions de militant·es depuis les exemples de Flora Tristan (1803-1844), de Louise Michel (1830-1905), d'Harriet Tubmann (1820-1913) et tant d'autres... Aujourd'hui encore, beaucoup réfutent cette idée de la combinaison des niveaux divers d'exploitation, d'oppression et d'aliénation dont la prise en compte est indispensable pour toute lutte d'émancipation [3].

Les questions nationales

Chez les socialistes et sociaux-démocrates de la IIe internationale, plusieurs conceptions coexistent ou s'opposent concernant les questions nationales. La majorité, suivant Friedrich Engels, pense que la question nationale est importante, mais quelle concerne les « grandes nations » ; les autres « les nations sans histoire » selon Engels, étant destinées à, peu ou prou, s'amalgamer aux grandes, comme cela s'est (apparemment) fait dans la République française. Jaurès, tout en étant sensible à sa « petite patrie » occitane, est d'ailleurs plutôt de cet avis.

La question n'est pas théorique, elle a des conséquences pratiques. Par exemple, au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (le Parti actif dans l'empire tsariste où se retrouvent mencheviks et bolcheviks), on s'interroge sur l'affiliation des minorités au parti « impérial » ou à des

partis indépendants : ce qui est admis par la IIe internationale pour les Arméniens ou les Polonais, demandé ou évoqué pour les Ukrainiens, les Géorgiens ou les Juifs (qui constituent un parti spécifique, actif dans les empires russes et austro-hongrois, le Bund). Plusieurs leaders en débattent à l'époque, notamment Rosa Luxemburg (membre de la social-démocratie polonaise et allemande), qui considère les revendications nationales comme fondamentalement petite-bourgeoises et parasitant la lutte sociale principale, Otto Bauer (de la social-démocratie autrichienne) favorable à la reconnaissance politique de l'autonomie culturelle de toutes les communautés nationales [4], et Lénine qui soutient le droit à l'autodétermination des peuples, même « petits » (par exemple quand les Norvégiens se séparent des Suédois en 1905) mais pas l'autonomie culturelle de Bauer. Pour ce qui est des peuples de l'empire russe, Lénine est très clair, dès avant la première guerre mondiale [5]. L'Ukraine est l'Irlande de l'empire russe n'hésite-il pas à affirmer, et il parle encore en 1917 des « Irlande russes, des Algérie russes » que sont « le Turkestan [6], l'Arménie, l'Ukraine, la Finlande... ».

Le principe d'autodétermination

Logiquement donc, mais non sans difficultés et contradictions [7], Lénine imposera la reconnaissance du principe de l'autodétermination de l'Ukraine (qui ne l'a d'ailleurs pas attendu pour proclamer son indépendance), la constitution d'une république soviétique autonome de la Russie sur la partie de l'Ukraine contrôlée par les Bolcheviks dès le début de la guerre civile (1918-1922), puis de la République socialiste soviétique d'Ukraine comme constitutive de la nouvelle URSS. Cette politique sera amèrement critiquée un siècle plus tard par Poutine accusant Lénine d'avoir « inventé » l'Ukraine.

Las, pendant les années suivantes, sous la dictature de Staline, l'autonomie ukrainienne deviendra une tragique fiction.

Les luttes de libération nationale

Par la suite, après la première et surtout la seconde guerre mondiale, quand on parlera de libération nationale on aura surtout à l'esprit la lutte des peuples de ce qu'on appelle dans les années 1950 le tiers-monde, pour l'essentiel des « outremers » encore dominés directement par des empires coloniaux européens (britannique, français, néerlandais, portugais, etc. le cas de l'empire russe/soviétique étant généralement oublié). Une fois la première phase de décolonisation presque totalement réalisée avec les indépendances, la « Déclaration universelle des droits des peuples » d'Alger en 1976 [8] a reconnu à « tout peuple, un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination ». Bien entendu le sujet politique « peuple » fait parfois l'objet de débat et controverse.

Rapprochements historiques

L'Irlande et l'Ukraine n'ont pas grand-chose en commun, sinon d'être des « cas d'école » de la question nationale au XXe siècle... Et d'avoir traversé des tragédies épouvantables.

L'Irlande, terre agricole de l'empire anglais après sa brutale conquête au XVIIe siècle, a connu notamment entre 1845 et 1852 une grande famine, conséquence directe de la politique anglaise, qui a fait plus d'un million de victimes (20% de la population), provoqué l'exil de millions d'autres, au point que l'île ne retrouvera le même niveau de population qu'à la fin du XXe siècle. Les Irlandais appellent ce drame *An Drochsaol* (la vie mauvaise) ou *An Gorta Mor* (la grande famine).

L'Ukraine, terre agricole de l'empire tsariste après la conquête russe du XVIIIe siècle, et l'élimination de la majorité de sa population tatare dans le sud, a connu des vagues d'émigrations massives dès les années 1890, puis est devenue *terre de sang* pendant le XXe siècle avec les effets des guerres mondiales et guerres civiles, le massacre par les

nazis de son importante population juive en 1941-44, et auparavant, la grande famine organisée par le pouvoir stalinien en 1932-33 qui a fait des millions de morts et que les ukrainiens appellent *Holodomor* (famine).

En Irlande, rurale pour l'essentiel, une industrialisation a été développée par les anglais à la fin du XIXe siècle dans la région du Nord (Belfast), une majorité de la classe ouvrière locale étant constituée d'originaires d'Écosse, de religion protestante presbytérienne. La guerre de libération de 1917 à 1921 a abouti à une « solution », le retrait des britanniques de ce qui allait devenir plus tard l'État pleinement indépendant de la République d'Irlande, et la partition de l'Île, l'Irlande du Nord (la majorité du territoire de la province d'Ulster) restant partie du Royaume-Uni de grande Bretagne et d'Irlande. Cette partition a eu pour premier effet une sanglante guerre civile inter-irlandaise (1921-23), puis un conflit gelé jusqu'à la fin des années 1960, aboutissant aux troubles de 1969-1998, qui ont fait des milliers de morts. Cette partition, proposée en 1921 par le Premier ministre britannique Lloyd George, comme solution « provisoire » protégeant la communauté protestante (légèrement majoritaire dans la partie séparée), n'a pas apporté la paix juste et durable... Aujourd'hui, le calme règne mais la braise couve encore avec, suite au Brexit, le risque de remise en cause des effets de l'accord de 1998 qui avait mis fin au conflit armé.

En Ukraine, rurale pour l'essentiel, une industrialisation a été développée par les tsars, à la fin du XIXe siècle, surtout à l'Est et au Sud. Reprise et amplifiée par les soviétiques, elle a attiré, notamment dans le Donbass, une classe ouvrière autochtone et aussi venue de toute l'URSS. En 2014, les forces armées russes ont pris le contrôle de la Crimée et aidé des séparatistes locaux, se réclamant de la Russie, à prendre le contrôle d'une partie des deux régions administratives de Donbass (Louhansk et Donetsk) pour « protéger » la population russophone. En septembre 2022, Vladimir Poutine a décrété

l'annexion « définitive » de ces deux oblasts (districts) ainsi que de deux autres partiellement occupés (Kherson et Zaporojie). Depuis, il laisse entendre que la paix pourrait s'établir si, d'une manière ou d'une autre, on reconnaissait ces séparations... Loin, très loin des conditions d'une paix juste et durable...

Comparaison n'est pas raison, mais il y a matière à réflexion.

Nous sommes aux côtés de l'Ukraine

Du côté de l'Irlande les choses sont claires concernant l'Ukraine aujourd'hui. Mary Lou McDonald, la présidente du parti *Sinn Fein*, précisait, dans son discours final de l'*Ard Fheis* :

« Nous sommes aux côtés de l'Ukraine. Nous vous soutiendrons jusqu'au jour où votre patrie sera libérée de la guerre de la Russie. La Russie doit arrêter cette guerre. La route de la paix doit s'ouvrir maintenant. L'Irlande est du côté du droit international, contre ceux qui piétinent les droits des autres. Qu'il s'agisse de la guerre de Poutine ou de l'apartheid israélien »

Bernard Dreano,

18 novembre 2022

—

Notes :

[1] Lors des dernières élections en République d'Irlande en 2020 le Sinn Fein est arrivé en tête avec près de 25% des voix, de même en Irlande du Nord en 2022 avec 29%. Cf. <https://sinnfein.ie>

[2] Jean Jaurès adhèrera d'abord à l'idée de la « mission civilisatrice des européens » tout en déplorant les excès du

colonialisme avant de s'orienter de plus en plus dans les années 1910 vers l'anticolonialisme. Cf. Gilles Manceron : *Jean Jaurès. Vers l'anticolonialisme. Du colonialisme à l'universalisme*. Les Petits Matins, 2015

[3] Le débat sur ce que l'on appelle aujourd'hui « l'intersectionnalité » n'est pas nouveau...

[4] Otto Bauer : *La question des nationalités*. Syllepse 2017.

[5] V.I. Lénine : *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Editions sociales, Paris, éditions du progrès Moscou, 1973

[6] Le Turkestan comprenait ce qui est aujourd'hui le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan.

[7]

<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/la-conquete-de-lukraine-et-lhistoire-de-limperialisme-russe>

[8] La *Déclaration universelle des droits des peuples* proclamés à Alger le 4 juillet 1976 est une initiative internationale de la « société civile » comme on dirait aujourd'hui, en l'occurrence de la *Fondation Leilo Basso* fondatrice de la *Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples* et à l'origine du *Tribunal permanent des peuples* TPP qui tient régulièrement des sessions, héritier du premier « tribunal d'opinion » le *Tribunal Russell sur le Vietnam*.